

LES PROGRAMMES INTERREG DES RÉGIONS
ULTRAPÉRIPHÉRIQUES

2014-2020

Remerciements

Nous tenons à remercier tous les programmes et projets Interreg des régions ultrapériphériques qui ont apporté textes, photos, et illustrations afin de produire cette publication. Il convient également de noter que certains textes et données relatifs aux programmes inclus dans ce document proviennent du site Internet de la [DG REGIO](#) et de la base de données [KEEP](#).

Édition

Interact Office Valencia
C/Amadeo de Saboya, 4 - 2a planta
46010 Valencia, Spain
Juin 2022

Équipe éditoriale

Kelly Zielniewski, Bérengère Roeges et Laura Belenguer.

Design

Mousse Studio - www.moussestudio.com

Crédits photos

Page 39 – Ferry entre Albina (Suriname) et Saint-Laurent-du-Maroni / Author: Rock Cohen / Source: www.flickr.com/photos/robdeman/1714630028/

Contact

kelly.zielniewski@interact-eu.net

Copyright / Mentions légales

Sauf indication contraire, les droits d'auteur des documents publiés dans cette publication sont la propriété du programme Interact. Il est possible d'imprimer ou de télécharger des extraits de ce matériel pour un usage personnel.

Ce matériel peut être utilisé pour un usage public, à condition que la source soit mentionnée. Ce document, ou partie de ce document, ne peut être utilisé à des fins commerciales.

La responsabilité des informations et des points de vue exposés dans cette publication est entièrement assumée par les auteurs.

Les droits d'auteur des images appartiennent aux programmes/ projets selon chaque contrat de subvention spécifique, sauf mention contraire. Interact n'est pas responsable de toute violation, si elle n'a pas été préalablement autorisée par l'auteur/ programme/projet.

Editorial

Mai 2022



Elisa Ferreira
Commissaire chargé de la
cohésion et de la réforme

Les neuf régions ultrapériphériques européennes sont souvent associées à la périphérie et à l'éloignement. Il s'agit toutefois d'une question de perspective et de priorités. Pour une Europe géopolitique qui souhaite jouer pleinement son rôle dans les affaires mondiales, ces régions sont des avant-postes de l'Europe dans le reste du monde. Elles tiennent lieu de passerelles pour la coopération avec les régions avoisinantes, de l'Atlantique aux Caraïbes, de l'Amérique latine à l'océan Indien. Cette coopération avec leurs voisins est essentielle à leur développement ainsi qu'à la promotion des intérêts européens dans le monde.

À cette fin l'Union européenne apporte son appui sous la forme de programmes de coopération dans le cadre d'INTERREG. Un montant total de 295 millions d'euros provenant du Fonds européen de développement régional a été alloué aux programmes INTERREG pour ces régions au cours de la période 2014-2020. Il s'agit là d'un signe de solidarité européenne et de soutien aux régions ultrapériphériques, mais aussi de la projection de nos valeurs et de notre engagement vis-à-vis du reste du monde grâce à la politique de cohésion.

Six programmes de coopération adoptés pour la période 2014-2020 ont permis à la Guadeloupe, à la Guyane française, à la Martinique, à Mayotte, à la Réunion, à Saint-Martin, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries de mettre en œuvre des projets avec des pays tiers et des pays et territoires d'outre-mer dans leur voisinage.

Cette brochure montre comment les programmes INTERREG ont contribué au développement régional des régions ultrapériphériques et à une intégration plus étroite avec leurs voisins. Cette dimension est mise en évidence dans la récente nouvelle stratégie de la Commission en faveur des régions ultrapériphériques de l'UE adoptée en mai 2022, et par le soutien accru à ces projets au cours de la période 2021-2027, au moyen d'un volet spécifique d'INTERREG d'un montant total de 329 millions d'euros provenant du Fonds européen de développement régional.

Les programmes Interreg permettent aux bénéficiaires de partager leurs connaissances, de structurer les secteurs économiques, de renforcer les échanges commerciaux et de développer l'accès à des marchés ciblés ainsi que d'encourager l'émergence de réseaux de partenaires.

Ils soutiennent également le renouvellement ou la construction d'infrastructures transfrontalières essentielles et l'installation d'équipements sur les territoires des pays partenaires.

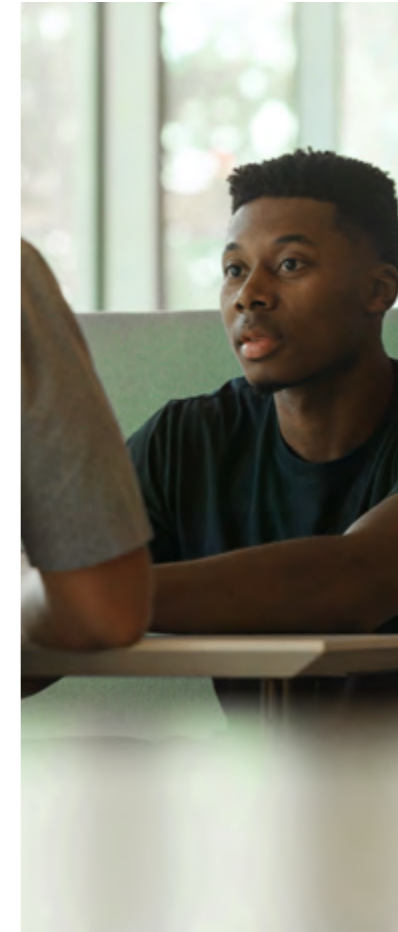
Ils favorisent l'accès des jeunes à l'emploi en améliorant leurs compétences linguistiques et en soutenant l'apprentissage et l'inclusion sociale des personnes handicapées. Ils contribuent à protéger la biodiversité exceptionnelle de ces régions et à renforcer la capacité des citoyens à faire face aux risques climatiques, sismiques et volcaniques.

Les programmes de coopération dans les régions ultrapériphériques apportent également des solutions innovantes aux situations de crise et aux problèmes spécifiques posés par l'augmentation des maladies endémiques.

J'espère que cette première brochure sur les programmes INTERREG dans les régions ultrapériphériques contribuera à sensibiliser aux réalisations de l'Union européenne loin de son territoire continental. J'espère également qu'elle inspirera la prochaine génération de programmes et de projets dans ces territoires.

La coopération sera essentielle pour libérer le potentiel de nos régions ultrapériphériques et contribuer à la réalisation des objectifs géopolitiques de l'Europe.

Index



08

Caraïbes





Interreg Caraïbes

Budget total
85.723.442 €

Contribution FEDER
64.292.905 €

Projets approuvés
36 projets,
45 partenaires

Espace de coopération

Le programme de coopération «INTERREG V Caraïbes» pour la période 2014-2020 concerne la coopération entre les régions ultrapériphériques de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Saint Martin avec une quarantaine de pays tiers et de pays ou territoires d'outre-mer (PTOM) du bassin caribéen. Ces pays sont pratiquement tous membres d'une des trois organisations économiques régionales de la Caraïbe partenaires du programme: l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC), le CARICOM (Communauté des Caraïbes) et l'OECO (Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale).

Le programme comporte un volet transfrontalier pour la coopération entre la Guadeloupe, la Martinique et les pays de l'OECO; et un volet transnational plus large pour la coopération entre la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et Saint Martin avec l'ensemble des pays et territoires faisant partie du programme.

Axes prioritaires

- 1 Renforcer la compétitivité des entreprises par la mise en œuvre de projets conjoints à l'échelle de la Caraïbe impliquant les acteurs de la recherche, de la formation et des entreprises.
- 2 Renforcer la capacité de réponse aux risques naturels par l'amélioration des connaissances des risques naturels et la mise en place de systèmes communs de gestion des risques, notamment le développement d'outils partagés d'observations ou d'un système d'information géographique (SIG) adaptés à la gestion des crises.
- 3 Protéger l'environnement culturel et naturel en améliorant la gestion des espaces vulnérables ou protégés et en développant conjointement un tourisme durable dans la Caraïbe.
- 4 Répondre aux problématiques communes de santé à l'échelle de la Caraïbe par des mesures conjointes de prévention et de gestion des pandémies, notamment des actions innovantes en matière de e-santé.
- 5 Soutenir le développement des énergies renouvelables avec les pays de l'OECO.
- 6 Renforcer le capital humain par le développement de la formation en langues de la Caraïbe (anglais, espagnol, français) et de la mobilité étudiante et professionnelle au sein de la Caraïbe.

1

Renforcer de manière durable et inclusive la compétitivité des entreprises de la Caraïbe, créatrices de richesses et d'emplois

12.787.911 €

2

Renforcer la capacité de réponse aux risques naturels

16.535.984 €

3

Protéger et valoriser l'environnement naturel et culturel dans la Caraïbe

16.863.881 €

4

Développer une réponse concertée à l'échelle de la Caraïbe à des problématiques communes de santé publique

5.795.100 €

5

Soutenir le développement des énergies renouvelables dans la Caraïbe orientale

5.118.339 €

6

Renforcer le capital humain

3.442.985 €

ELAN

Échanges Linguistiques et Apprentissage
Novateur par la mobilité

Description du projet

Le projet ELAN vise à encourager la maîtrise des langues de la Caraïbe et à renforcer la mobilité scolaire, étudiante, enseignante, universitaire et professionnelle, au sein du bassin caribéen. Sa finalité est de renforcer les leviers d'employabilité et d'insertion pour les jeunes, de stimuler l'attractivité et la compétitivité des territoires visés, et d'encourager l'émergence d'une identité caribéenne partagée, comme socle d'une intégration régionale réussie et durable.

Dans cette optique, les principales actions du projet ont pour but d'établir des partenariats scolaires durables, et de permettre des échanges linguistiques, culturels ainsi que des innovations pédagogiques. ELAN facilite également la mobilité des enseignants, la promotion de l'enseignement supérieur, et enfin encourage la mobilité des stagiaires de la formation professionnelle.

Résultats obtenus

Plus particulièrement, le projet a permis:

- Le lancement d'un programme d'immersion auprès des bacheliers de l'OECS avec un niveau minimum A2 en Français et ayant un projet d'étude aux Antilles françaises,
- l'organisation d'ateliers d'échanges linguistiques, pédagogiques et culturels,
- le développement d'un projet d'immersion et de recherche comparée sur les systèmes et pratiques éducatives à Sainte-Lucie,
- le lancement de l'opération "Ambassadeurs ELAN" afin d'accompagner la mobilité d'étudiants de l'OECS,
- l'octroi de bourses de mobilité et d'aides aux voyages,
- l'accompagnement des étudiants à la mobilité et dans les démarches administratives,
- la réalisation d'une cartographie sur les offres de formation et d'études dans les Caraïbes.

“Grace à ce projet, les étudiants ont l'opportunité de faire leurs études dans les pays francophones. C'est vraiment bien pour la région et pour l'intégration. C'est une occasion incroyable pour les ressortissants de la Caraïbe de découvrir une culture et avoir cette expérience pendant leurs études.”

John, étudiant, à propos de son expérience dans le cadre du programme d'immersion ELAN

€ 3.025.000 €

EU 1.954.500 €

8 partenaires

01.01.2019
31.12.2022



Outil pratique:

Il est possible de voir les offres de formation dans la Caraïbe en consultant RIGMAP ELAN, une application cartographique de consultation de données relatives au programme d'études dans la Caraïbe.





TEECA

Renforcement du commerce dans les Caraïbes orientales

Description du projet

Le projet TEECA (Trade Enhancement for Eastern Caribbean), porté par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Martinique avec l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), accompagne trente entreprises dont l'expérience à l'export est limitée, dans cinq secteurs identifiés comme porteurs dans la Caraïbe: l'agroalimentaire, l'environnement, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la mode et la musique.

Les entreprises qui souhaitent exporter ou développer une activité au niveau régional, sont souvent confrontées à des obstacles tels que des dynamiques de marché et des types d'acteurs impliqués différents, le nombre de réglementations nationales et de politiques locales. Dans le cadre de l'axe stratégique INTERREG Emploi et Innovation, ce projet a permis d'aller au-delà de ces difficultés en améliorant la connaissance mutuelle et les relations commerciales inter-régionales. Des relations commerciales plus durables et inclusives dans la région des Caraïbes orientales ont en effet pu être instaurées.

Résultats obtenus

Parmi les nombreuses réalisations rendues possibles par ce projet peuvent être mentionnées le développement d'un programme linguistique en français et en anglais, la mise en place d'un bureau d'appui commercial (Martinique - Sainte-Lucie), ou encore le lancement d'un challenge entrepreneurial destiné aux étudiants caribéens en juin 2019.

La première édition du Caribbean Music Camp dédié au secteur de la musique est un autre exemple d'une coopération réussie dans l'industrie musicale des Caraïbes. Ce camp d'écriture de chansons fut une occasion unique pour les professionnels de la musique d'améliorer la collaboration et le réseautage. Cette toute première édition a réuni les bénéficiaires de TEECA du secteur de la musique ainsi que des artistes et producteurs de Martinique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, et des producteurs internationaux du Royaume-Uni et des États-Unis. Ils ont tous uni leurs forces pour créer des chansons qui célèbrent la diversité et la richesse de la musique caribéenne.

“Le projet TEECA est avant tout une rencontre humaine entre entrepreneurs des Caraïbes francophones et anglophones qui ont pour objectif commun l'amélioration de la situation financière et du taux d'emploi de la région grâce à des partenariats commerciaux, au développement et à l'innovation.”

Marie-Noëlle Catayee,
Responsable du service international de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique

€ 1.487.879 €

EU 1.115.909,25 €

2 partenaires

01.11.2017
31.12.2022



En savoir plus sur le
1er Caribbean Music Camp:



Ready Together

Prévenir le risque climatique dans les Caraïbes

Description du projet

La Caraïbe est une région fortement exposée aux risques de catastrophes d'origine sismique, volcanique et hydrométéorologique. Ces phénomènes représentent une menace pour la sécurité (physique, matérielle, sanitaire, socio-économique, etc.) et le bien-être des populations. Ils accentuent les inégalités et mettent en péril l'atteinte des objectifs de développement durable des sociétés caribéennes.

Le projet READY Together vise à renforcer les capacités de préparation et de réponse des territoires caribéens par une approche à trois niveaux: institutions et acteurs de l'urgence, acteurs économiques, et populations locales. Cette approche intégrée se veut inclusive et participative pour assurer une réponse efficace aux besoins des populations les plus vulnérables exposées à ces risques naturels et aux effets du changement climatique.

Résultats obtenus

Ready Together a permis notamment de réaliser des études de stratégie opérationnelle, d'organiser une conférence virtuelle de préparation à la saison cyclonique, de former des bénévoles et de préparer les équipes d'intervention à la saison cyclonique œuvrant dans les délégations territoriales. Ce projet a également facilité la construction d'entrepôts de stockage de fournitures et de matériels en Dominique et Sainte Lucie, la mise à jour d'une librairie d'outils de sensibilisation disponibles pour la campagne, et d'informer les professionnels et la population sur les risques cycloniques.



“ Les pays qui vont bénéficier de ce projet sont ceux des États membres de l’OECS. Le premier axe comprend les institutions à travers l’aide d’urgence. Le deuxième porte sur les petites et moyennes entreprises. Et le troisième sur la population.”

Sendry Veera- Badren, responsable de la Pirac et chargée du projet

€ 4.910.057 €

EU 2.911.909,66 €

4 partenaires

01.01.2019
31.12.2022



Le saviez-vous?

Dans le cadre de la pandémie mondiale de COVID19, le programme READY Together a apporté son soutien pour répondre aux besoins des populations caribéennes les plus vulnérables impactées par la crise sanitaire. A Antigua & Barbuda, des distributions alimentaires et de kits hygiène ont été menées. Des formations sur les premiers secours psychologiques en contexte épidémique ont également été organisées pour appuyer les équipes de la Croix-Rouge française en Guyane fortement mobilisées dans les interventions d'urgence du territoire.



PACAM

Passeport Caraïbes Amazonie Danse Et Cirque

Description du projet

La Caraïbe-Amazonie est un bassin riche au niveau culturel et artistique dans le domaine du spectacle vivant composé d'autant de micromarchés que de territoires qui sont situés sur cette grande zone. Cependant, les échanges limités entre les artistes, entre les différentes équipes artistiques et les structures culturelles, freinent les capacités de transmission de compétences et d'innovation, ainsi que la production de spectacles vivants. Les jeunes artistes émergents peinent également à trouver des formations artistiques de qualité sur le territoire de la Caraïbe-Amazonie. Quant aux artistes confirmés, ils se retrouvent souvent contraints d'immigrer vers d'autres territoires (Europe, Canada, Etats Unis...) puisque l'offre d'emploi artistique reste faible.

Le projet PACAM a travaillé au développement des filières artistiques dans la Caraïbe, en créant des complémentarités entre différentes formes artistiques (danse, cirque, arts de rue) et en proposant des formations à l'entrepreneuriat culturel. Le projet offre trois axes de développement:

- Favoriser le développement et diversifier l'offre de produits touristiques dans les Caraïbes, par le développement de l'entrepreneuriat culturel à travers la création de produits artistiques innovants, l'ouverture à de nouveaux marchés et la mise en œuvre de modèles économiques adaptés aux spécificités des territoires,
- apporter des solutions adaptées en termes de formation et d'employabilité des jeunes artistes, formateurs, animateurs et entrepreneurs culturels,
- valoriser l'offre touristique par la promotion et la diffusion des richesses artistiques du bassin Amazone/Caraïbes. La promotion et la diffusion des créations artistiques, des projets de territoire, des petites formes et des grandes formes constituent un axe majeur dans le projet puisqu'il s'agit de faire connaître la richesse des Caraïbes à l'occasion de festivals, de manifestations permettant de favoriser la notoriété des artistes caribéens.

“ Un cirque contemporain caribéen est né ! Dans le cadre de la crise sanitaire, nous proposons “ le Cirque dans tous ses états ”. L'idée c'est de promouvoir des temps d'échanges en permettant à des publics totalement différents de se rencontrer afin de créer notamment des cartes postales vivantes.”

Sophie BALZING,
directrice de l'association Métis'Gwa

€ 1.786.392 €

EU 1.339.792 €

6 partenaires

01.02.2016
31.12.2022



Le saviez-vous?

Parmi les richesses culturelles et artistiques de la Caraïbe-Amazonie se démarque le Gwo'ka de la Guadeloupe qui combine musique, chants et danses. Public, musiciens et chanteurs forment un cercle, au milieu duquel évoluent des danseurs qui improvisent, selon leur bon vouloir. Le Gwo'ka a été inscrit au patrimoine immatériel mondial de l'UNESCO en 2014.



20

Saint Martin
Sint Maarten

Saint Martin Sint Maarten



Interreg Saint Martin Sint Maarten

Budget total
10.884.596 €

Contribution FEDER
9.070.496 €

Espace de coopération

Le programme de coopération INTERREG V Saint Martin - Sint Maarten pour la période 2014-2020 concerne la coopération transfrontalière entre la région ultrapériphérique française de Saint Martin et le Pays et Territoire d'Outre-Mer (PTOM) néerlandais de Sint Maarten.

Axes prioritaires

- 1 Elever le niveau des infrastructures dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ainsi que la protection de l'environnement, avec notamment la construction d'une station d'épuration transfrontalière. Le programme prévoit également des mesures de protection de la biodiversité et des écosystèmes du lagon de Simpson Bay.
- 2 Prévenir les risques d'inondation, en particulier dans la zone frontalière de Belle-Plaine grâce à une meilleure gestion et régulation des eaux pluviales, où des inondations récurrentes causent régulièrement des dommages conséquents.

Contribution FEDER

1

Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention de la gestion des risques

1.200.000 €

2

Conserver et protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation efficace des ressources

6.800.000 €

Belle Plaine

Protection contre les inondations du quartier de Belle-Plaine

Description du projet

Le bassin versant transfrontalier de Belle Plaine présente un risque majeur d'inondations pour le Quartier d'Orléans sur la partie française de l'île. Le phénomène a été amplifié par le développement économique et une urbanisation mal maîtrisée au regard de la gestion hydraulique. Ces inondations récurrentes ont déjà causé des dommages importants et affectent à la fois les aménagements publics et les propriétés privées du secteur. Cette situation est un frein au développement. Le programme a donc été mobilisé pour soutenir des opérations de protection et de renforcement des infrastructures hydrauliques et routières.

L'objectif global de l'opération est de protéger les habitants, les infrastructures et les bâtiments du secteur afin de promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques. Son objectif spécifique est d'améliorer la gestion et la régulation des eaux des ravines. Le périmètre global des aménagements s'étend sur l'ensemble du bassin versant transfrontalier de Belle-Plaine.

Résultats obtenus

L'ouvrage hydraulique assurant le franchissement de la route principale de desserte de l'agglomération a été reconstruit aux dimensions adéquates précisées lors des études de conception. Les berges et les habitations situées directement en amont et en aval de cet ouvrage ont été protégées de l'érosion et des risques liés aux écoulements torrentiels par des ouvrages dédiés. Par ailleurs, un canal en génie-civil a été construit afin de protéger la voie de desserte locale, bordant la ravine, des risques d'érosion et d'affaissement. Enfin, des dispositifs améliorant la circulation et la sécurité routière des riverains ont été réalisés (ouvrage de franchissement routier, muret de protection, signalisation verticale). Ces travaux ont débuté en octobre 2019 et se sont achevés en 2020.

“Le confortement des ouvrages hydrauliques à Quartier d'Orléans était indispensable afin de se prémunir du risque d'effondrement pressenti sur les ouvrages précédents. En cas d'intempérie exceptionnelle, cela nous permettra de garantir le libre accès de nos véhicules techniques aux secteurs les plus isolés, situés en bordure de la frontière néerlandaise.”

Mr. Guillaume, Ingénieur territorial,
Collectivité de Saint Martin

€ 1.600.322€

EU 1.200.241,50€

2 partenaires

01.03.2019
31.12.2022

Le saviez-vous?

Saint-Martin/Sint Maarten est la plus petite île habitée du monde divisée entre deux pays: la France et la Hollande. Cette division date du 23 mars 1648, avec le traité dit de Concordia, toujours en vigueur et permettant une libre circulation des biens et des personnes. Il n'existe pas de frontière matérialisée entre les deux parties de l'île.



26

Madère Açores Canaries (MAC)



Açores



Madère



Canaries

Mauritanie



Sénégal



Cap-Vert



Interreg Madère Açores Canaries

Budget total
148.831.183 €

Contribution FEDER
126.506.503 €

Projets approuvés
123 projets,
956 partenaires

Espace de coopération

Ce programme de coopération comprend les régions ultrapériphériques de Madère, des Açores (Portugal) et des Canaries (Espagne). Trois pays tiers géographiquement proches ont également été invités à participer au programme, à savoir le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal.

Axes prioritaires

- 1 Promouvoir la recherche, le développement technologique et l'innovation à travers l'amélioration des capacités scientifiques et technologiques dans les secteurs prioritaires ; mais aussi l'augmentation du transfert et la diffusion de la technologie et de la coopération entre entreprises et universités ou autres centres de recherche dans les secteurs prioritaires.
- 2 Améliorer la compétitivité des entreprises en créant les conditions de leur internationalisation.
- 3 Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention de la gestion des risques, en améliorant la capacité de réponse face aux risques naturels qui affectent l'espace de coopération.
- 4 Conserver et protéger l'environnement, et promouvoir l'utilisation efficace des ressources à travers l'amélioration de l'attractivité des espaces naturels dans les zones d'intérêt touristique ; et la protection et l'amélioration de la conservation des espaces naturels et de leur biodiversité.
- 5 Améliorer la capacité institutionnelle et l'efficacité de l'administration publique en consolidant des stratégies de coopération entre les différents acteurs qui opèrent dans l'espace de coopération.

1

Promouvoir la recherche, le développement technologique et l'innovation

35.806.624 €

2

Améliorer la compétitivité des entreprises

22.175.289 €

3

Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention de la gestion des risques

19.586.425 €

5

Améliorer la capacité institutionnelle et l'efficacité de l'administration publique

10.140.857 €

4

Conserver et protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation efficace des ressources

31.206.918 €

MARCET

Réseau macaronésien pour le transfert de connaissances et de technologies interrégionales et multidisciplinaires afin de protéger, garder et surveiller les cétacés dans le milieu marin, et analyser et gérer l'activité touristique associée de manière durable

Description du projet

Le projet MARCET est né avec l'idée de créer et de consolider un réseau multidisciplinaire et interrégional pour la conservation des cétacés de la Macaronésie. Cela comprend l'obtention d'un statut environnemental de qualité des zones marines où ils résident, la mise en commun d'experts en suivi et surveillance sanitaire des cétacés, ainsi qu'en océanographie opérationnelle dans le but d'intégrer, d'harmoniser et d'optimiser les connaissances, les infrastructures et les bonnes pratiques de la région considérée. En outre, le réseau MARCET vise à transférer et à diffuser des sciences et technologies de pointe pour promouvoir la croissance et le développement durable de l'activité touristique directement et indirectement associée à l'observation des baleines.

Résultats obtenus

Parmi les réalisations les plus importantes du projet figure le réseau MARCET déjà créé, y compris son espace virtuel collaboratif entre différents spécialistes (vétérinaires, écologistes, océanographes, chimistes, ingénieurs, entreprises d'observation des baleines, etc.) de la région macaronésienne, l'harmonisation et l'intégration de protocoles de travail d'un point de vue multidisciplinaire, associés à la protection et à la conservation des populations de cétacés de cette région, ainsi que l'augmentation des connaissances sur la situation actuelle du secteur touristique associée à l'activité d'observation des baleines en Macaronésie.

Ces réalisations ont permis la mise en œuvre d'un nouveau projet (MARCET II), qui a pour objectif de valoriser l'activité d'observation des baleines comme modèle de développement économique durable dans les archipels macaronésiens (Açores, Madère, Îles Canaries et Cap-Vert). Une telle initiative devrait permettre de renforcer le marché de niche de l'éco-tourisme que cette activité représente, et, par la même occasion, d'établir des critères de durabilité appliqués aux espèces de cétacés résidents qui servent d'attraits touristiques.

“Le projet MARCET nous a permis de changer de perspective en ce qui concerne la conservation des zones marines et des populations de cétacés qui y résident. La complexité d'un écosystème océanique qui ne connaît pas de frontières requiert un effort conjoint entre régions et experts de différents domaines de connaissance si nous voulons vivre en équilibre avec l'environnement qui nous entoure et dont nous dépendons.”

Jesús De la Fuente, Coordinateur Scientifique & Technique du projet MARCET, Îles Canaries

€ 1.212.840,15 €

EU 1.030.914,13 €

20 partenaires

01.11.2016
31.12.2019



Le saviez-vous?

La région macaronésienne constitue un haut lieu de biodiversité. Parmi les espèces qui habitent cette zone, les cétacés occupent une place remarquable en termes d'abondance et de diversité. En effet, la présence de 32 espèces différentes résidant ou transitant dans ces eaux a été confirmée.



CLIMA-RISK

Stratégies et solutions technologiques pour l'adaptation au changement climatique, la prévention et la gestion des risques dans les pays du Grand Voisinage

Description du projet

CLIMA-RISK concentre ses actions sur le développement d'études pour la planification territoriale stratégique, garantissant la résilience aux effets du changement climatique dans la zone de coopération, ainsi que sur le développement de solutions technologiques pour assurer l'approvisionnement en nourriture, énergie et eau potable en réponse aux catastrophes naturelles.

L'objectif principal est le développement de stratégies et de solutions technologiques pour l'adaptation au changement climatique, et la prévention et la gestion des risques de catastrophes naturelles dans les pays du Grand Voisinage. Le projet est axé sur:

- Le développement de systèmes et d'outils, y compris des logiciels, des protocoles de connectivité et de coordination, des outils de formation et des normes qui améliorent la capacité de réponse du gouvernement en cas de catastrophes naturelles,
- le développement de solutions technologiques pour l'approvisionnement en énergie, en eau froide et potable, ainsi que pour l'assainissement et le traitement des eaux usées dans des situations d'urgence liées à des catastrophes naturelles,
- le développement de l'architecture et de la planification territoriale pour la résilience aux risques naturels.

Résultats obtenus

Des systèmes modulaires prêts à l'emploi ont été conçus et fabriqués, dans des conteneurs standards, pour l'approvisionnement en énergie, en eau potable et en froid dans les camps de réfugiés et les situations d'urgence. De même, un bain isolé modulaire et une station d'épuration naturelle des eaux usées pour les camps de réfugiés, fabriqués à partir de plastiques recyclés, ont été mis en place. Un outil TIC d'aide à la décision a également été développé pour l'approvisionnement en énergie, en eau potable et pour l'assainissement et le traitement des eaux usées en cas d'urgence ou pour la planification des camps de réfugiés.

Dans une plus large mesure, CLIMA-RISK a permis d'améliorer les capacités de préparation et de réaction des pays tiers participants et du personnel local, mais aussi de renforcer le tissu industriel canarien par le transfert technologique des produits développés et des connaissances acquises pour la production de systèmes modulaires de production d'énergie, d'eau potable et de froid. Le projet a également facilité le développement de visites virtuelles des centres logistiques d'aide humanitaire de la Croix-Rouge ainsi qu'une galerie virtuelle sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

“Les îles d’Afrique de l’Ouest partagent des caractéristiques en termes de risques et d’effets du réchauffement climatique. Ces projets permettent de partager des expériences, des outils et des mesures innovantes pour la prévention et la réponse aux situations d’urgence.”

Flora Pescador, ULPGC, Espagne

€ 2.470.587,65 €

EU 2.099.999,50 €

9 partenaires

01.06.2016
31.12.2021



Le saviez-vous?

En 2019, le projet CLIMA-RISK a reçu le IBERDROLA International Energy Cooperation Award, un prix décerné par IBERDROLA pour ses actions de coopération internationale en matière d'énergie.



SOSTURMAC

Revalorisation durable du patrimoine naturel et architectural, et développement d'initiatives touristiques bas carbone aux Canaries et au Cap Vert

Description du projet

SOSTURMAC vise à promouvoir des actions durables qui valorisent le patrimoine naturel et architectural de la zone de coopération, en favorisant sa conservation et en apportant des valeurs ajoutées à son offre de tourisme durable et culturel. Les îles Canaries et le Cap-Vert sont deux territoires insulaires volcaniques appartenant à la région macaronésienne et qui partagent des caractéristiques géographiques et naturelles. Les deux régions possèdent un précieux patrimoine naturel, culturel et architectural, ainsi que d'innombrables attraits touristiques. Cela en fait des régions attractives en termes de tourisme de soleil et de plage. Cependant, en tant que territoires isolés, elles doivent rechercher des formules alliant tourisme, valorisation de leur patrimoine et réduction de leur dépendance énergétique.

SOSTURMAC a identifié les éléments clés du patrimoine naturel et architectural de ces régions en termes de conservation et de potentiel d'attraction touristique, et a proposé des actions qui contribuent à leur durabilité et qui favorisent l'écotourisme comme opportunité d'amélioration socio-économique.

Résultats obtenus

SOSTURMAC contribue au repositionnement des îles Canaries et du Cap Vert en tant que destinations touristiques innovantes et durables, intégrant le visiteur et la population dans la conservation et la diffusion du patrimoine. Plusieurs actions technologiques, de formation, de diffusion et de sensibilisation ont été menées, et de nombreuses études, rapports et publications ont été produits. Il convient de souligner les interventions durables mises en œuvre sur l'île de Fogo (Cap Vert), liées à son patrimoine. Les actions menées pour améliorer la durabilité énergétique au siège de la municipalité de São Filipe (intérêt patrimonial national) et du parc national de Fogo (espace naturel protégé) servent d'exemples pour leur réplique dans d'autres régions.

Par ailleurs, le projet a permis la consolidation des "Maisons bioclimatiques ITER" (Tenerife) en tant que Living Lab et produit touristique, la conception d'un "Logement Touristique Modulaire Zéro CO2", un nouveau

produit touristique éco-innovant pour les espaces à haute valeur naturelle, et la fabrication d'une station météorologique intelligente et compacte "MeteoINT".

"Aujourd'hui, grâce à SOSTURMAC, notre siège social est plus durable, plus confortable, et a un plus grand potentiel pour diffuser nos valeurs naturelles et offrir de meilleurs services aux touristes et à la population locale. Travailler avec nos partenaires européens a été enrichissant."

Helia Barros, partenaire du projet (Parque Natural do Fogo), Coordinateur, Cap Vert

€ 1.011.605,77 €

EU 859.864,90 €

9 partenaires

01.01.2017
30.06.2021

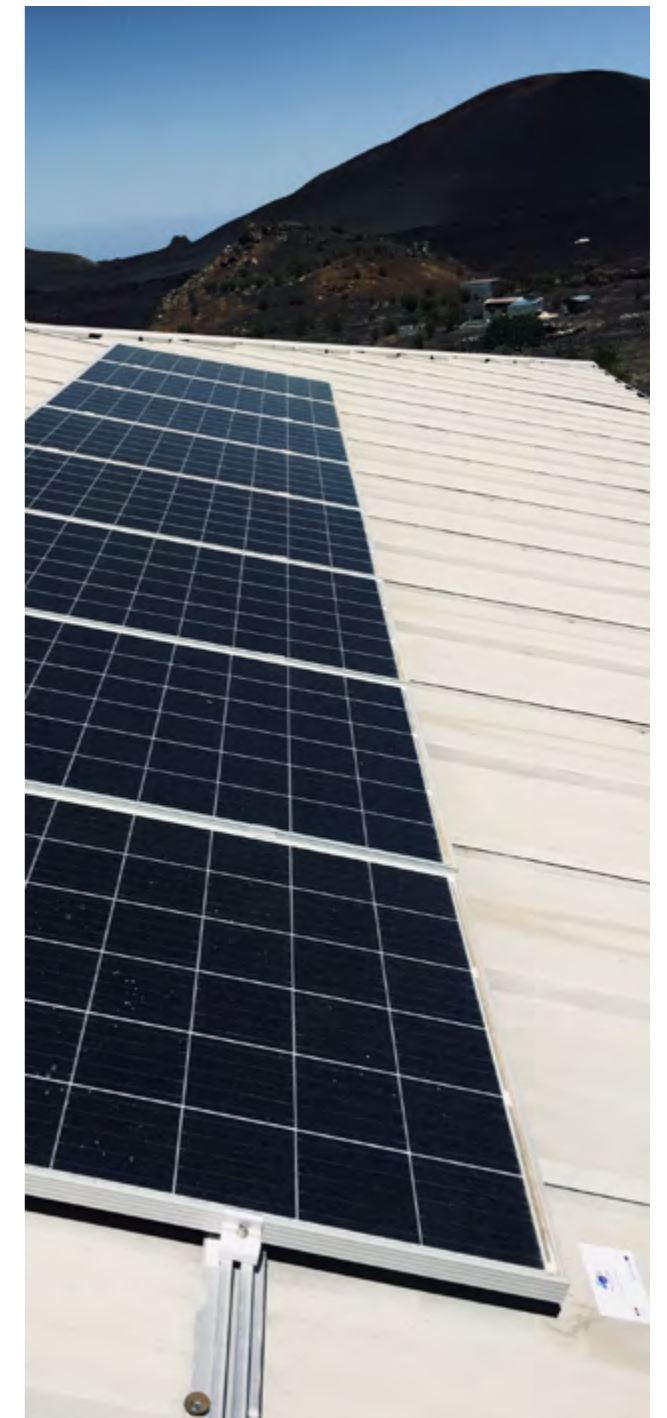


Site web du projet
<http://sosturmac.iter.es>



Le saviez-vous?

Plusieurs excursions, tant aux Îles Canaries qu'au Cap Vert, sont disponibles et détaillées sur le site Internet du projet SOSTURMAC. Ces descriptions comprennent les points de départ et d'arrivée, le niveau de difficulté de la route proposée, les principaux points d'intérêt, etc.



36

Amazonie

Guyane

Suriname

Amazonas - Brésil

Amapá - Brésil

Pará - Brésil



Interreg Amazonie

Budget total
27.838.098 €

Contribution FEDER
18.899.049 €

Projets approuvés
21 projets,
14 partenaires

Espace de coopération

Le programme de coopération «INTERREG V Amazonie» pour la période 2014-2020 concerne la coopération transfrontalière entre la région ultrapériphérique de Guyane avec le Suriname et l'État de l'Amapa au Brésil; mais aussi la coopération transnationale entre la Guyane, le Suriname et les États de l'Amapa, de l'Amazonas et de Pará au Brésil.

Axes prioritaires

- 1 Renforcer l'offre de transport au sein de l'espace de coopération afin d'accroître la mobilité dans cette partie de l'Amazonie, avec en particulier la mise en place d'un nouveau bac de plus grande capacité sur le fleuve Maroni pour assurer la liaison routière entre la Guyane française et le Suriname.
- 2 Protéger et valoriser la biodiversité exceptionnelle et du patrimoine naturel et culturel, grâce à des actions conjointes de préservation de l'environnement, notamment des actions pilotes destinées à la restauration de la biodiversité après les projets d'exploitation minière, ainsi que des actions spécifiques pour la protection de la faune, de la flore et des milieux dans les espaces partagés ou contigus.
- 3 Répondre aux problématiques sanitaires et sociales, en continuant la coopération scientifique et sanitaire en particulier dans la lutte contre le VIH et les maladies vectorielles comme le paludisme et la dengue, le développement de la médecine à distance (télémédecine), la mise en place de projets de prévention sanitaire, de formation commune et d'échanges de personnel médical.
- 4 Développer les échanges économiques dans les secteurs-clés, notamment l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, les technologies de l'information et communication, de l'écotourisme ainsi que des projets visant la meilleure connaissance réciproque des marchés et des formations conjointes destinées aux entrepreneurs.

1

Transports/ Renforcer la mobilité des biens et des personnes

7.791.000 €

2

Nature-culture/ Conserver et protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation efficace des ressources

3.714.120 €

3

Santé et insertion sociale

4.305.860 €

4

Améliorer la compétitivité des entreprises

1.588.069 €

Le MALANI

Construction et mise en service d'un nouveau bac sur le Maroni

Description du projet

Les réflexions sur le projet de mise en service d'un bac amphidrome de plus grande capacité sur le Maroni ont commencé dès 2014 dans la mesure où le bac "La Gabrielle" ne répondait plus aux enjeux. En effet, l'accroissement du transit transfrontalier constaté et les perspectives offertes par la réhabilitation de la route de Albina (ville frontalière) à Paramaribo (capitale du Suriname) rendaient nécessaire un bac aux caractéristiques supérieures. Cette infrastructure d'envergure permettra donc de relier deux territoires, et de développer le commerce et la circulation sécurisée des personnes dans ces zones frontalières dynamiques. La mise en service de ce nouveau bac servira de base à une densification des échanges à l'échelle du Plateau des Guyanes.

Résultats obtenus

Le bateau en cours de construction aura deux propulseurs azimutaux à simple hélice entraînés mécaniquement par deux moteurs diesel marins d'une puissance de 200 cv. La traversée du fleuve se fera désormais en 15 minutes.

"Le MALANI" pourra ainsi effectuer 68 rotations hebdomadaires et accueillir 20 voitures ou 4 semi-remorques ou 8 camions; 200 passagers, avec 50 places assises dont quelques-unes réservées aux personnes à mobilité réduite. Il est également proposé un chargement de véhicules légers sur le pont avec 2 salons climatisés, des rampes dépliées et un marquage au sol spécifique.



"Le MALANI", qui signifie le Maroni en langue amérindienne, pourra effectuer 68 rotations hebdomadaires et accueillir 20 voitures ou 4 semi-remorques ou 8 camions, 200 passagers, avec 50 places assises dont quelques-unes réservées aux personnes à mobilité réduite.



Le saviez-vous?

D'un coût total de 5 millions d'euros, ce projet a été cofinancé par l'Europe (3 500 00 euros de FEDER-CTE), par le Suriname via le FED (625 000 euros), par l'Etat français (450 000 euros), par le CNES (250 000 euros) et par la Collectivité Territoriale de Guyane (175 000 euros).

€ 5.000.000 €

EU 3.500.000 €

3 partenaires

01.06.2014
31.12.2022

Bio-Plateaux

Promouvoir l'articulation transfrontalière pour la gestion des eaux et de la biodiversité

Description du projet

Le projet de coopération Bio-Plateaux est cofinancé par le programme de coopération Interreg Amazonie (PCIA), le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), l'Office de l'Eau de Guyane (OEG) et la Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane (DGTM).

Cette initiative vise à valoriser les ressources en eau et la biodiversité liée aux milieux aquatiques par l'intégration d'un système d'informations accessibles au personnel technique des administrations, à la communauté scientifique, aux experts environnementaux, aux acteurs publics, privés, associatifs, aux producteurs et aux consommateurs de données sur les thématiques suivantes:

- L'observation des milieux aquatiques (suivi environnemental),
- le réseau hydrométéorologique et hydraulique,
- la gestion des zones côtières (les processus d'érosion- sédimentation en lien avec les cours d'eau,
- les pollutions et les pressions associées (contamination de l'eau et des milieux aquatiques; focus sur les déchets et le mercure),
- la planification des ressources en eau et de la biodiversité,
- l'utilisation d'outils transversaux (la télédétection et les outils satellitaires),
- le suivi des ressources halieutiques et de la biodiversité aquatique.

L'objectif in fine est de mettre en place une gestion intégrée des ressources en eau qui s'appuie sur une bonne connaissance quantitative et qualitative de ces ressources, le partage, le renforcement et la diffusion des connaissances sur les ressources hydriques et la biodiversité aquatique des bassins frontaliers de la Guyane, respectivement partagés avec le Suriname et l'Amapa brésilien. Des classes d'eau test pour des actions pilotes d'éducation à l'environnement seront également mises en place.

Résultats obtenus

Le projet Bio-Plateaux a permis jusqu'à présent l'identification des acteurs ressources, l'état des lieux des informations disponibles (mission de terrain – entretien – enquêtes), la préparation et l'organisation de la Conférence internationale de l'eau et de la biodiversité en novembre 2019, l'animation du réseau d'acteurs techniques au travers d'échanges réguliers, ainsi que la conception et le démarrage du développement de la "Plateforme Web Bio-Plateaux".

L'objectif in fine est de mettre en place une gestion intégrée des ressources en eau qui s'appuie sur une bonne connaissance quantitative et qualitative de ces ressources, le partage, le renforcement et la diffusion des connaissances.

€ 1.231.640 €

EU 893.845 €

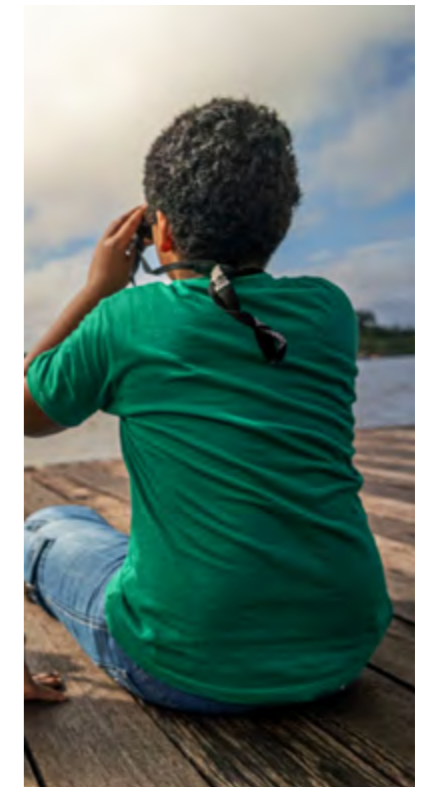
4 partenaires

01.07.2019
30.04.2022



Le partenariat Bio-Plateaux

Le projet est financé par le Programme de Coopération Interreg Amazonie (PCIA) sous la coordination de la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG), mais aussi par le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), l'Office de l'Eau de Guyane (OEG) et la Direction de l'Environnement et du Logement de Guyane (DEAL).





MALAKIT

Evaluation d'une nouvelle stratégie de lutte contre le paludisme chez les orpailleurs en Guyane

Description du projet

Le projet a pour but de mettre en œuvre une stratégie innovante conjointement avec le Brésil et le Suriname pour l'accès aux traitements antipaludiques des populations vulnérables "réservoir", et par extension de protéger la population du Plateau des Guyanes.

Cette stratégie consiste en la mise à disposition gratuite de kits d'autodiagnostic et d'auto-traitement du paludisme avec une formation adaptée dans les zones transfrontalières ciblées. Les kits sont utilisables par les bénéficiaires en forêt guyanaise notamment par les travailleurs miniers. Des données sont recueillies numériquement via une application mobile.

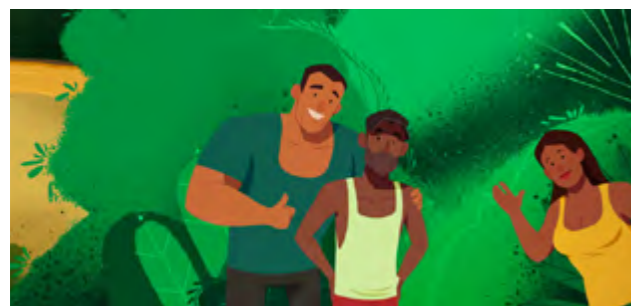
Résultats obtenus

Le projet a permis de réduire, voire d'éliminer des poches parasitaires persistantes en zones isolées de la Guyane tout en pérennisant la diminution du nombre de cas de paludisme sur le Plateau des Guyanes.

MALAKIT a également permis la mise en place d'un réseau d'acteurs transfrontaliers dans le domaine de la santé, le développement d'une stratégie innovante au sein de la zone de coopération, et a contribué à la "boîte à outils internationale des stratégies mobilisables" pour le contrôle et l'élimination du paludisme auprès des populations isolées, mobiles et clandestines, souvent victimes d'un paludisme résiduel qui demeure un défi dans de nombreux pays du monde.

Chiffres clés

4766 kits distribués
3733 participants à l'étude malakit
223 utilisateurs réguliers du kit



Le projet a permis de réduire, voire d'éliminer des poches parasitaires persistantes en zones isolées de la Guyane tout en pérennisant la diminution du nombre de cas de paludisme sur le Plateau des Guyanes.

Malakit expliqué en vidéo



€ 1.499.025 €

EU 703.525 €

4 partenaires

01.11.2017
30.06.2021



À propos de l'application mobile

On y trouve des informations à base de dessins et de vidéos sur le paludisme en général et sur le projet Malakit, comme les lieux de distribution du kit, par exemple. Elle contient également des vidéos expliquant comment réaliser un test de diagnostic rapide et un guide pas à pas à utiliser en cas de symptômes du paludisme (précautions d'emploi incluses). Après avoir commencé le traitement, l'application envoie des notifications pour rappeler au participant de prendre chaque dose du traitement contre le paludisme.





ACAÏ' Actions

Co-construction des connaissances et consolidation de marchés de qualité pour les produits de la socio-biodiversité amazonienne

Description du projet

Ce projet tend à valoriser les ressources locales, et à accompagner la structuration et l'innovation des acteurs de la filière açai (nom donné au Brésil, appelé wassaï en Guyane et Apodo au Suriname). L'açaï est un palmier d'Amazonie dont les fruits sont prisés dans le monde entier pour ces vertus bénéfiques pour la santé. Il permet de lutter contre la formation des radicaux libres, qui sont générés par le tabagisme, le soleil, le stress, la pollution, ou encore l'alimentation déséquilibrée. Ces derniers favorisent le développement de maladies cardio-vasculaires, de cancers, de maladies dégénératives du système nerveux, et auto-immunes.

Ce projet a pour but également de développer les savoirs locaux correspondants et de former les acteurs du territoire concerné. Une démarche de co-construction de connaissances et d'échanges entre la Guyane, le Brésil (Amapá et Pará) et le Suriname a été entreprise pour favoriser les échanges transnationaux entre acteurs économiques, académiques et institutionnels, pour mettre en place des formations professionnelles dans les Maisons Familiales Rurales (MFR) et des formations académiques, mais aussi pour encourager les recherches sur l'importance socio-historique du wassaï sur le Plateau des Guyanes.

Résultats obtenus

Jusqu'à présent, AÇAÏ' ACTIONS a permis:

- L'harmonisation des méthodes d'enseignement des savoir-faire locaux,
- l'amélioration des connaissances sur les cadres juridiques, les pratiques des populations locales, les conditions optimales de culture et de valorisation du wassaï,
- l'organisation de formations et la diffusion de pratiques agro-écologiques,
- le développement de marchés différenciés et la certification des savoir-faire locaux,
- et enfin, l'inclusion sociale des populations marginales.

De plus, un calendrier de formations et d'échanges pour les besoins du projet a été élaboré. Une newsletter a aussi été créée pour informer sur les avancées des travaux. Et la prise en charge partielle du salaire d'un(e) doctorant(e) sur le sujet « Dynamiques de genre et pratiques dans un processus de diversification des marchés pour les produits de la biodiversité » a été accordée jusqu'à la fin du projet.

Développer des pratiques agro écologiques et consolider des marchés de qualité constitue une réelle opportunité économique pour ces territoires dans les domaines de la nutrition, la pharmacologie, la cosmétique notamment.

€ 1.007.219 €

EU 754.918 €

8 partenaires

01.01.2019
30.12.2021



Le saviez-vous?

Ce fruit sauvage de palmier, riche en vitamines (A, C, E) et en fer, contient également des lipides, sous forme de bonnes graisses, dont la composition s'apparente à celle de l'huile d'olive. Il est recommandé aux personnes anémiques. Il est également un colorant naturel que l'on appelle anthocyane. Le jus de wassaï en contient 10 à 30 fois plus que le vin rouge.



48

Océan Indien





Interreg Océan Indien

Budget total
74.302.828,00 €

Contribution FEDER
63.157.387,00 €

Projets approuvés
151 projets,
36 partenaires

Espace de coopération

Le programme de coopération «INTERREG V Océan Indien» pour la période 2014-2020 couvre la coopération transnationale entre les régions ultrapériphériques de la Réunion et de Mayotte avec les pays suivants: Madagascar, Seychelles, Maurice, Comores, Mozambique, Tanzanie, Kenya, Maldives, Inde, Australie, les Terres Australes et Antarctiques Françaises. Ce programme comprend aussi un volet transfrontalier pour la coopération entre La Réunion et les pays les plus proches regroupés dans la Commission de l'Océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles).

Axes prioritaires

- 1 Construire un espace de recherche et d'innovation, notamment par la mutualisation des moyens de la Recherche-Développement dans le secteur de la pharmacopée, des biotechnologies, de l'énergie ou du changement climatique.
- 2 Consolider les échanges économiques notamment par le développement des échanges de produits agricoles et agro-alimentaires, la gestion durable des pêches et la coopération dans le domaine du tourisme.
- 3 Développer les capacités d'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques avec le renforcement du dispositif régional de protection civile, la coopération sur les risques épidémiologiques et infectieux, la prévention des risques liés aux activités marines (pollution marine et côtière) et au risque requin très présent dans la zone.
- 4 Valoriser le patrimoine naturel et culturel grâce à des actions conjointes de préservation de l'environnement et de la biodiversité.
- 5 Elever le niveau de compétence par des actions visant le développement des formations (initiales, professionnelles et supérieures) d'excellence ainsi que favoriser la mobilité et les échanges de professionnels.

1

Accroître le potentiel international de recherche et d'innovation dans l'océan Indien

23.045.000 €

2

Soutenir le développement des échanges économiques dans la zone océan Indien

12.115.000 €

3

Renforcer les capacités collectives d'adaptation au changement climatique et à la prévention et gestion des risques

8.175.000 €

4

Renforcer les capacités de connaissance et de valorisation du patrimoine naturel et culturel de la zone océan Indien

5.775.000 €

5

Elever le niveau de compétence collective par le soutien aux actions de formations et d'échanges (mobilité)

10.260.000 €

ECOSPIR

Eco - épidémiologie des leptospiroses endémiques de l'océan indien: des bactéries à risque pour des populations humaines

Description du projet

Le projet, porté par le Laboratoire PIMIT (Processus Infectieux en milieu insulaire tropical) de l'Université de La Réunion, vise à mieux connaître les chaînes de transmission responsables de la leptospirose dans les îles de l'océan Indien. Cette maladie de répartition mondiale, à dominante tropicale, est un véritable sujet de santé publique qui touche particulièrement Les Comores et les Seychelles. Les travaux menés dans le cadre d'un projet précédent ont en effet démontré que les chauves-souris peuvent être vectrices de cette maladie, et il y a des réservoirs majeurs de la leptospirose dans ces deux îles.

Le ministère de la santé des Seychelles, le Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS) des Comores, l'Université Lyon 1, l'Institut Pasteur travaillent à déterminer les bactéries à risque pour les populations humaines et à repérer les souches de leptospires à plus fort potentiel d'émergence dans les pays de la zone Indianocéanique.

Résultats obtenus

Ce projet a démontré que la chauve-souris de l'espèce Petit Molosse est un réservoir important de leptospires (40% d'infection, 6000 chauves-souris analysées). Les travaux ont permis:

- La mise en place de modèles expérimentaux d'infection chez les animaux (rats et hamsters) et d'approches génomiques,
- la formation de deux docteurs, aujourd'hui en poste à La Réunion et aux Seychelles,
- le recrutement permanent d'un technicien et d'un assistant ingénieur, responsables des missions de terrain et des analyses moléculaires,
- cinq publications dans des revues internationales à comité de lecture.

“Nous vivons dans un haut lieu de biodiversité abritant des plantes et des animaux endémiques. Il faut reconnaître et faire savoir que notre région abrite également des bactéries et des maladies infectieuses, dont des leptospiroses.”

Pablo Tortosa, Chercheur principal, Conférence publique à l'Université des Seychelles (2019)

€ 661.871,74 €

EU 553.050,59 €

4 partenaires

30.06.2016
31.01.2021

Le saviez-vous?

En France métropolitaine, la leptospirose touche environ 600 personnes chaque année, soit une incidence annuelle de 0,4 à 0,9/100 000 habitants. L'incidence est de 50 ou 100 fois plus élevée dans les régions tropicales, comme les collectivités d'Outre-mer françaises ou de nombreux pays d'Amérique Latine et d'Asie du Sud-Est. On estime à plus d'un million le nombre de cas sévères de leptospirose par an dans le monde avec un taux de mortalité supérieur à 10%. La saisonnalité de la maladie est très marquée, avec une recrudescence estivo-automnale liée à la chaleur et aux précipitations. *

* Source: Institut Pasteur



HATARI

Les sources des aléas sismiques et volcaniques aux Comores

Description du projet

Le projet HATARI est porté par l'Institut de Physique du Globe de Paris et l'Observatoire Volcanologique du Piton de la Fournaise à La Réunion, en partenariat avec le Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique comorien. Le but est d'étudier le lien entre volcanisme et sismicité sur l'ensemble de l'archipel des Comores, à travers plusieurs études (cartographie des structures volcaniques, suivi de l'activité volcano-tectonique, chimie des fluides, installation de nouvelles stations de collecte des données sur Grande Comore, Anjouan et Mohéli, ...). Ces études permettront de suivre et caractériser l'activité sismique et le lien avec l'activité volcanique pour gérer au mieux les risques liés à ces aléas. Le projet étudiera particulièrement la récente activité du volcan Karthala.

Ce projet se situe dans la lignée d'une coopération de longue date en matière de recherche et d'enseignement concernant les aléas sismiques et volcaniques entre La Réunion et les Comores.

Résultats obtenus

Le projet HATARI intègre des études de terrain, des expériences de laboratoire, la modélisation numérique tout en misant sur la formation technique et scientifique d'étudiants, chercheurs et autres parties prenantes, réunionnais et comoriens. Sur un premier volet, HATARI s'intéresse au lien entre volcanisme et sismicité dans l'archipel des Comores, afin d'établir un modèle de déformation tectonique régionale et de suivre l'activité sismique.

Le second volet étudie plus précisément l'activité volcanique de l'archipel des Comores (magmas, circulation hydrothermale du Karthala, activité éruptive récente,...). Les résultats de ces travaux seront valorisés dans les musées dédiés au Piton de la Fournaise à La Réunion et au Karthala aux Comores à travers des expositions et des conférences, et feront l'objet d'une campagne de communication d'envergure passant notamment par une large diffusion sur les réseaux sociaux.

“Les volcans et la sismicité sont devenus un enjeu vital lié aux effets des catastrophes naturelles et changements climatiques. C'est par le biais des synergies régionales qu'on parviendra à relever ces défis qui nous concernent tous et toutes.”

Dr Toiwilou Mze Hamadi,
Directeur général du CNDRS

€ 627.046,25 €

EU 532.989,31 €

2 partenaires

27.05.2019
31.08.2023



Le saviez-vous?

Le Karthala, est un volcan bouclier très actif, qui constitue la partie sud de l'Île de la Grande Comore (également connue sous le nom de l'île de Ngazidja). Il est entré en éruption deux fois en 2005 et causa des problèmes majeurs en raison des fortes retombées de pluies de cendres et de la contamination des eaux potables.



IOS-net

Étude du gisement solaire et optimisation des systèmes énergétiques solaires intelligents dans les pays de la COI

Description du projet

Le déploiement de stations d'observation permet de disposer des informations nécessaires à l'étude de la variabilité locale et régionale du gisement solaire dans une perspective de gestion durable et décentralisée des systèmes de production d'énergie photovoltaïque. C'est dans cet objectif que le laboratoire LE2P / EN-ERGY-lab de l'Université de La Réunion a développé, depuis 2010, un réseau de stations au sol de mesure du rayonnement solaire global et diffus à La Réunion, Maurice, Rodrigues, et Afrique du Sud (Durban).

Ce projet IOS-net a été soutenu par la Commission de l'Océan Indien (COI), dont sont membres la France au titre de La Réunion, Maurice, les Seychelles, Madagascar et les Comores. La COI a ainsi participé au financement de ce projet dans le cadre de son programme ENERGIES financé par le FED, et a permis l'installation des matériels de mesure. Ce programme avait pour objectif de permettre aux territoires de la COI d'enclencher leur transition énergétique, de s'affranchir des énergies fossiles et de s'orienter vers les énergies renouvelables. IOS-net a également mobilisé des financements FEDER pour des actions de recherche et de formation.

Résultats obtenus

Le projet IOS-net a permis:

- L'équipement de chaque territoire de la COI de 2 stations au sol de mesures solaires et météorologiques,
- la constitution de la première base de données régionales regroupant des mesures solaires et météorologiques proposées en open data via un serveur dédié,
- la réalisation dans chaque territoire partenaire d'une série d'ateliers à destination des décideurs et investisseurs privés et institutionnels, des étudiants et du grand public. Le projet y a été présenté ainsi que ces outils; les enjeux énergétiques des territoires de la zone ont été discutés, et les populations correspondantes ont été sensibilisées.

En parallèle du réseau d'équipements de radiométrie, le projet a vu naître un réseau régional de partenaires techniques et scientifiques basé sur un échange de compétences dans le domaine de l'énergie solaire (évaluations, prévisions) et du changement climatique (déclinaison à l'échelle locale, adaptation des populations et activités humaines).

“Les données vont permettre de développer les énergies renouvelables en repérant les gisements solaires des pays. L'impact ne se limitera pas au seul secteur de l'énergie parce que le projet pourra favoriser l'émergence de projets annexes, tels que des projets socio-éducatifs et d'agriculture durable.”

Abdallah Soilihi, Direction Générale de L'énergie, des Mines et de L'eau des Comores (DGEME)

€ 527.770,86 €

EU 244.847,26 €

4 partenaires

21.12.2017
30.06.2022

Le saviez-vous?

7 stations ont été installées sur des sites gérés par les services nationaux de météorologie de chaque pays. Elles sont fonctionnelles depuis fin 2019 et envoient sur le serveur, en quasi temps réel, des données sur l'énergie solaire disponible, la température, l'humidité, la pression atmosphérique, la vitesse et direction du vent et la pluviométrie de l'endroit. L'ensemble des données est disponible gratuitement sur le site spécifiquement développé pour le projet, ou sur l'application SolarIO, créée également pour le projet.

IOS-net expliqué en vidéo:



PRISM

Programme Réunionnais pour une
Inclusion Scolaire à l'Île Maurice

Description du projet

PRISM contribue à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap à Maurice, dans le cadre de l'approche développée par le Ministère de l'Éducation de ce pays.

Porté par l'antenne réunionnaise de l'établissement public France Education Internationale (FEI), il prépare les formateurs du Mauritius Institute of Education (MIE), organisme en charge de la formation des professeurs du premier et du second degré à Maurice, à une approche inclusive des publics spécifiques en milieu scolaire. Cette initiative permet également de mettre en réseau des acteurs spécialistes du handicap par le développement d'outils adaptés (maîtrise de l'approche psychopédagogique, pédagogie différenciée), le renforcement des compétences des formateurs et acteurs de la zone océan Indien.

Résultats obtenus

Dans le cadre d'un parcours de formation des enseignants stagiaires et du personnel du MIE, 12 sessions de formation ont été organisées depuis mai 2018 par FEI, pour favoriser cette approche de l'éducation inclusive à Maurice. Elle permet d'inscrire le pays dans une démarche cohérente vis-à-vis des obligations relatives à l'éducation inclusive et à la non-discrimination des enfants en situation de handicap de la charte des Nations Unies.

Les échanges entre les formateurs de La Réunion et de Maurice ont également permis la conception de modules de formation pour les futurs enseignants, la conception d'un module de formation en français général pour les élèves et l'appropriation d'outils d'évaluation et de diagnostic des difficultés rencontrées par les élèves (tests de Khomsi et épreuve d'écriture de Fijalkow et Liva par exemple).

“Au sein de cette coopération, tout le monde y gagne. C'est un travail volontaire où les besoins de chacun sont mis en commun. On a des choses à apprendre de Maurice et Maurice a des choses à apprendre de La Réunion.”

Daniel Gonthier, Vice-Président
du Département de La Réunion

€ 181.932,08 €

EU 105.462,73 €

2 partenaires

01.07.2017
30.06.2021



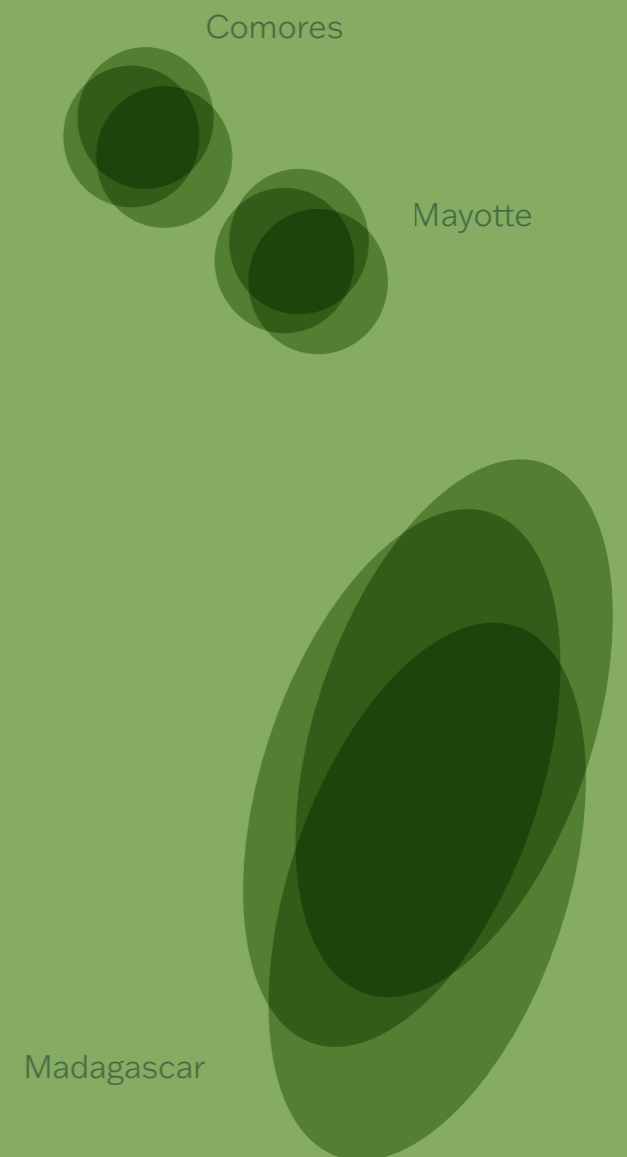
Le saviez-vous?

Le test de Khomsi est une épreuve d'évaluation de la compétence en lecture, lecture de mots et compréhension, qui dure environ 15 minutes. Ce test est destiné aux enfants mauvais lecteurs et est étalonné de 7/8 ans à 13/14 ans. Ce test est composée d'une épreuve d'identification de mots et d'une épreuve de compréhension en situation de lecture.



60

Mayotte Comores Madagascar





Interreg Mayotte Comores Madagascar

Budget total
16.323.213,00 €

Contribution FEDER
11.651.527,00 €

Projets approuvés
14 projets,
32 partenaires

Espace de coopération

Le programme de coopération INTERREG V Mayotte - Comores-Madagascar pour la période 2014-2020 concerne la coopération transfrontalière entre la région ultrapériphérique de Mayotte et les îles voisines des Comores et de Madagascar.

Axes prioritaires

- 1 Accroître les échanges commerciaux en soutenant les actions susceptibles de réduire les obstacles aux échanges (physiques, réglementaires et politiques) et la structuration des filières clés pour l'économie de la zone, notamment l'agrotransformation, l'aquaculture, les TIC, le tourisme et le transport maritime.
- 2 Améliorer l'état de santé des populations et les capacités de secours aux personnes: Il s'agit d'une part, d'améliorer l'offre de soin dans les trois territoires en développant la mobilité du personnel médical et paramédical, le transfert de savoir-faire ainsi que les secours des personnes, notamment les secours en mer. Cet axe prioritaire vise également à prévenir la propagation des maladies hydriques et vectorielles en favorisant le transfert de savoir-faire dans le domaine de gestion de l'eau, d'assainissement et des déchets.
- 3 Développer l'accès à l'enseignement en mobilité en permettant la mobilité des lycéens, des étudiants et des enseignants dans des disciplines en lien avec les besoins des économies de la zone, en complémentarité avec le programme européen ERASMUS +, notamment entre le CUFR (Centre Universitaire de Formation et de Recherche) de Mayotte, l'Université des Comores et les universités de Madagascar (Antananarivo, Nord-Madagascar et Mahajanga).

1

Accroître les échanges commerciaux dans la zone de coopération

4.000.000 €

2

Faciliter l'accès à la santé de l'ensemble des populations de l'espace de coopération et contribuer à la santé publique

4.842.467 €

3

Structurer, développer l'offre de formation et organiser la mobilité dans l'espace de coopération

1.528.883 €

Réseau de formation agricole

Renforcement de l'offre de formation professionnelle agricole au sein du REAP AAOI et avec ses partenaires

Description du projet

Dans le cadre de son programme de coopération régionale, le lycée agricole de Coconi pilote un projet pluriannuel qui réunit dix partenaires de la formation professionnelle agricole, répartis sur Mayotte (EPN Coconi), Madagascar, les Comores ainsi que le CFPPA de Carmejane, et dont la plupart sont membres du REAP AAOI (Réseau des Etablissements Agricoles Professionnels de l'Océan Indien Afrique Australe).

Ce projet s'organise autour de quatre axes stratégiques: l'animation du projet, et plus largement du REAP AAOI qui réunit près de 90 partenaires au sein de 7 pays; l'échange de méthodes et modules pédagogiques; la mise en place d'expérimentations croisées au sein des exploitations agricoles de chaque partenaire, orientées sur l'agroécologie; et enfin la mobilité sur chaque territoire de l'ensemble des partenaires tels que les apprenants en formation initiale et continue, ou encore le personnel enseignant et administratif, pour leur permettre de participer à des stages, des séminaires, des rencontres techniques, etc.

Résultats obtenus

Avec la crise sanitaire COVID internationale, le projet s'est réorganisé pour poursuivre ses échanges à distance. Ainsi, des groupes se sont mis en place sur les réseaux sociaux permettant des dialogues spontanés, des échanges d'images ou d'idées, et des visioconférences entre partenaires. De plus, chaque établissement membre s'est approprié une thématique choisie collectivement pour mener à bien les actions du projet, à savoir la protection agroécologique des cultures, la préservation de la ressource en eau sur les exploitations, et la transformation laitière à la ferme.

Parmi les réalisations du projet, deux modules pédagogiques ont été développés en 2020-2021, pour et par des classes de CAP Agriculture des Régions Chaudes, - un bon moyen pour ces jeunes aux parcours parfois

difficiles de les sensibiliser à la coopération régionale, de les rendre acteurs de leur formation, et de les initier à l'innovation pour l'agroécologie. Ces modules d'expérimentations pédagogiques ont porté sur les Oyas, méthode d'irrigation douce via des poteries enterrées, que les élèves ont fabriquées eux-mêmes, et sur les Bananas Circles, un concept provenant de la permaculture qui permet de produire à haute densité tout en recyclant les eaux ménagères.

L'expérience est reconduite en 2021-2022 avec la mise en place de nouveaux projets portant sur deux autres thématiques: la création d'une mare pour valoriser la ressource en eau et favoriser tous les écosystèmes; et la mise en place de différents systèmes productifs anti-érosifs démonstratifs.

“Notre séminaire sur les méthodes pédagogiques et l'agroécologie entre enseignants nous a beaucoup apporté en terme de techniques mais aussi de découvertes mutuelles. Nos apprenants peuvent avoir des difficultés similaires, et pourtant nous avons des solutions différentes et c'est très important de savoir les partager afin de progresser.”

Nénée Lalanekenarisoa,
Directrice et Formatrice CAFPA,
Madagascar



Le saviez-vous?

Les OYAS sont des pots en argile cuite poreuse qui, une fois enterrés au pied de la plante (maraichère ou arbre) permettent une irrigation lente et diffuse, répondant ainsi aux besoins de la plante mais permettant également des économies de temps et d'eau d'arrosage. Cette technique ancestrale a été proposée comme support d'expérimentation par le CEFFEL, centre agricole de formation et vulgarisation situé à Antsirabé, Madagascar.



€ 562.285 €

EU 421.714 €

10 partenaires

01.07.2018
31.12.2021

GRC

Gestion des risques de catastrophes à Mayotte et en Union des Comores

Description du projet

À Mayotte et en Union des Comores, la précarité économique et sociale déjà très forte est renforcée par la menace des catastrophes liées aux aléas naturels tel que les cyclones, inondations, sécheresse, glissements de terrain, montées des eaux, ... Les conséquences humanitaires de ces événements climatiques sont considérables et aggravées par le manque de moyens humains et matériels de réponse.

Dans ce contexte, le projet mis en œuvre vise à améliorer la gestion des risques de catastrophes à Mayotte et en Union des Comores en sensibilisant les populations les plus exposées, en développant des activités de mitigation au niveau communautaire, et en renforçant les capacités de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles et aux crises sanitaires des acteurs de la gestion des risques. À Mayotte comme en Union des Comores, le projet veille à coordonner les initiatives menées par l'ensemble des partenaires impliqués sur ces thématiques et à suivre et évaluer régulièrement l'efficacité du projet.

Résultats obtenus

De manière générale, le projet permet d'améliorer à la fois la connaissance des risques naturels sur les deux territoires d'intervention et la capacité de réponse opérationnelle des acteurs impliqués en cas de catastrophe naturelle.

Des actions sont menées dans des écoles ciblées par le projet afin que les enfants scolarisés soient sensibilisés aux risques naturels et aux conséquences du changement climatique. Des livrets sur les risques naturels ont été produits et des campagnes d'information ont été organisées. De ce fait, les populations les plus vulnérables sont également mieux préparées. Par ailleurs, les capacités de préparation et de réponse aux catastrophes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont renforcées, ce qui contribue à l'amélioration du dispositif départemental / national de gestion des risques. Des entrepôts avec du matériel d'urgence ont été pré-positionnés ; les plans de contingence ont aussi été actualisés. Enfin, la coordination inter-agences permet le bon suivi et l'évaluation du projet, ainsi que la pérennité des actions entreprises.

“La formation nous a apporté beaucoup de compétences surtout au niveau du rangement du matériel et de l'utilisation des outils logistiques. Cela m'a permis de progresser au niveau logistique et de me sentir plus à l'aise dans mon rôle de responsable logistique des moyens d'opération au pôle secourisme de la Croix-Rouge Française.”

Omar Mohamed Ali Tabibou,
formation Logistique Humanitaire, juillet 2021

€ 2.107.524,02 €

EU 1.332.189,64 €

4 partenaires

01.07.2019
30.06.2022



Le saviez-vous?

Le sud-ouest de l'océan Indien fait partie des zones fortement exposées aux aléas naturels, qu'ils soient d'origine géologique (éruption volcanique, séisme, glissement de terrain, tsunami) ou climatique (cyclone et tempête tropicale, inondation, sécheresse, feu de forêt). Au cours des dix dernières années, plus de dix millions de personnes ont ainsi été affectées par des catastrophes naturelles dans cette zone.

AFI

Au fil des Îles - Ecole Régionale des Métiers de la Mode

Description du projet

La région Mayotte connaît un fort taux de chômage depuis 2017 selon l'Insee qui s'explique en partie par la méconnaissance du marché de l'emploi régional, dont un en particulier: l'industrie de la Mode. Ainsi, le projet Au Fil des Îles - École Régionale des Métiers de la Mode - a été mis en place pour répondre au besoin des techniciens textile-mode dans l'industrie régionale et créer des opportunités pour ces jeunes sans emploi.

Ce projet s'inscrit dans une démarche de développement en permettant l'insertion professionnelle et la mobilité par la formation régionale. Une mission qui a pour avantage de faciliter la coopération régionale par le développement économique mais également de faire de l'Europe un partenaire de l'Afrique à travers l'île de Mayotte.

Résultats obtenus

Pour pallier cette recrudescence du chômage, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Mayotte a initié le projet de créer une école qui rassemblerait les métiers artisanaux liés à l'univers de la mode tels que la couture ou l'esthétique.

L'École Régionale des Métiers de la Mode (EMMR) a ainsi vu le jour et pu ouvrir ses portes grâce à l'engagement et l'investissement de l'Europe sur le territoire Maoré. Cette école réunit des stagiaires en formation française de la région Mayotte, et des étrangers des Comores et de Madagascar.

ERMM a pour objectif de devenir l'un des principaux pôles de formation des métiers de la mode dans la région Est-africaine. Pour cela, les relations avec les entreprises de la région à commencer par Madagascar, les Comores et le Kenya sont primordiales. Cela permettra aux étudiants concernés d'avoir une vision réelle de l'attente du marché par le biais par exemple de stages chez les partenaires impliqués.

“Ce que désire ardemment le cœur, met les jambes en route tôt le matin.”

Imad Abdallah Mamy,
chargé de communication, AFI Mayotte

€ 1.359.913,54 €

EU 1.024.830,84 €

3 partenaires

16.06.2019
28.02.2022



À propos de EMMR

L'école, dont la mission principale consiste à développer et protéger les talents locaux et régionaux Est-Africain, intègre 40% d'étudiants Malgaches et Comoriens à son effectif d'étudiants Mahorais. La première formation mise en place grâce au projet AFI a accueilli ses premiers étudiants en octobre 2020 dans des locaux flambant neufs. Les élèves obtiendront le diplôme du CAP vêtement flou.



LE COMPTOIR DES PAPAM

Valorisation économique des filières
Cosmétopée, Pharmacopée et épices
dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien

Description du projet

Ce projet consiste à accompagner la structuration des acteurs de production, transformation et de valorisation des PAPAM (Plantes Aromatiques à Parfum et Médicinales) et épices des pays de la zone Océan Indien dans les filières cosmétiques, pharmaceutiques et agroalimentaires en vue d'améliorer leur compétitivité sur les marchés locaux, régionaux et internationaux.

Il s'agit de mettre en commun les connaissances, favoriser l'émergence et l'accompagnement de projets innovants, réfléchir à la mutualisation d'outils et de moyens pour renforcer les capacités d'innovation des entreprises, développer l'accès aux marchés cibles (voisins et internationaux), optimiser les démarches commerciales, et créer une offre de formation pour une professionnalisation des acteurs de ces filières.

A moyen et long terme, ce projet vise à ouvrir des opportunités d'affaires et développer ainsi les échanges commerciaux entre les entreprises de Mayotte et les entreprises régionales et internationales.

Résultats obtenus

La réalisation d'un état des lieux de la filière vise à mettre en évidence les ressources naturelles d'intérêt (PAPAM, épices) et à répertorier les entreprises du secteur et leurs besoins. Une étude a permis de sélectionner plus de 70 plantes à fort potentiel de valorisation dans les secteurs cosmétiques, pharmaceutiques et alimentaires. La cartographie sur l'île de Mayotte a été entamée afin de situer les lieux de production de chaque plante et/ou leurs écosystèmes naturels. L'ensemble des informations de l'état des lieux alimentera une base de données en ligne attendue en fin de projet.

Différents clusters d'entreprises ont également été mis en place à Mayotte et aux Comores afin d'accompagner et former les acteurs économiques de façon

collective tels que le cluster Cosmétique Mayotte, créé en juin 2021.

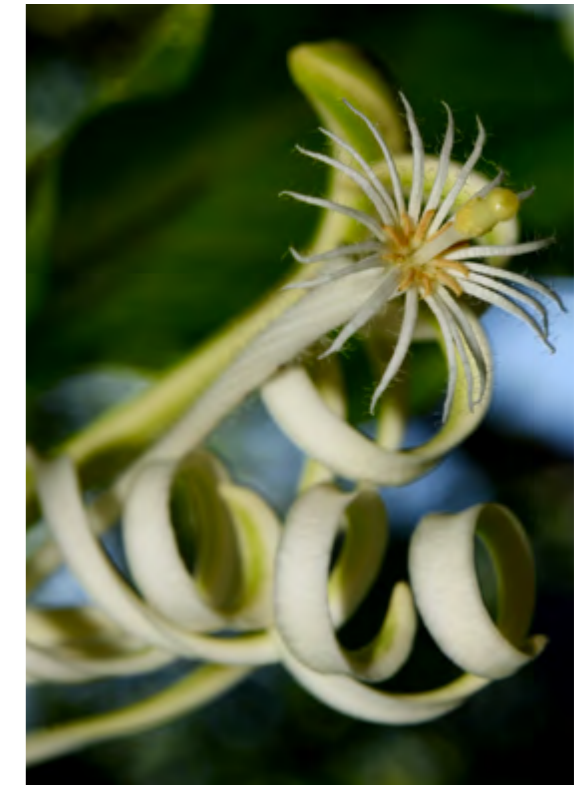
L'état des lieux et l'accompagnement des entreprises ont mis en évidence les pièces manquantes de la chaîne de valeur, relatives à la filière des PAPAM mais aussi les forces de chaque île. La mise à disposition d'infrastructures adaptées, la formation des acteurs économiques, l'accompagnement sur le volet réglementaire, l'amélioration de la production de matières premières sont des défis communs aux trois îles.

“La clustérisation de nos entreprises, c'est voir dans le partage avec ses concurrents, un bénéfice mutuel pour enrichir notre savoir, notre savoir-faire et de ce fait, notre économie. Faire collaborer les îles de l'Océan Indien autour du projet PAPAM nous permet de répondre intelligemment aux faiblesses de chacun et de mutualiser nos forces cosmétiques... Il faut le voir comme une opportunité de grandir très rapidement.”

Kassim Fidaly, Porteur de projet, entreprise Neosent, distillerie innovante d'ylang-ylang

Bonne pratique

Des clusters d'entreprises ont été mis en place à Mayotte et aux Comores afin d'accompagner et former les acteurs économiques de façon collective. Le cluster Cosmétique Mayotte a été créé en juin 2021 avec l'accompagnement de la CCIM. Le cluster Mwézi aux Comores s'est également constitué à partir d'une initiative existante afin de rejoindre ce projet de structuration de filière. Le cluster CHESE de Madagascar, partenaire du projet, existe depuis 2015 et rassemble plus d'une vingtaine d'adhérents.



€ 306.669,92 €

EU 204.456,84 €

1 partenaire

01.09.2020
30.06.2022



Interact Programme

www.interact-eu.net

www.interreg.eu